

DES CENTRES SOCIAUX

depuis plus de 120 ans

L'histoire des centres sociaux en France est plus que **centenaire**.

Elle prend naissance dans une société qui se libéralise et qui industrialise sa production économique. Il en résulte le développement d'une classe de travailleurs salariés, souvent prolétarisés, la constitution de nouvelles pauvretés et l'accentuation des divisions sociales.

1896 Le premier centre social en France prend forme en 1896, à l'initiative de Marie Gahéry, avec l'appui du Marquis Albert Costa de Beauregard. Il s'implante dans le XI^e arrondissement de Paris et reçoit le nom d '*Oeuvre sociale de Popincourt*. Il reprend les postures fondamentales des « settlements », nés à Londres et aux USA à partir de 1884 : face aux injustices subies par les populations laborieuses et les divisions sociales qu'elles génèrent, **il s'agit de faire oeuvre sociale, et non pas oeuvre charitable**, c'est-à-dire d'établir, dans les lieux de vie, des liens de coopération émancipatrice entre des personnes de conditions économiques et culturelles différentes. Pour réussir une telle action, il faut que les « travailleurs sociaux » viennent résider dans le quartier populaire et y nouer des relations d'entraides, désintéressées et amicales, avec leurs voisins.



1903-1909 Mercédès le Fer de la Motte prend le relais de Marie Gahéry et crée, en 1903, avec la Ligue de la Patrie Française, l'association *La Maison sociale*, avec les concours, notamment, de la baronne Inès Piérard et d'Apolline de Gourlet. En peu d'années, elle crée **six Maisons sociales** à Paris et dans sa banlieue, dont celle de Levallois Perret avec Marie-Jeanne Bassot. Ce premier réseau novateur a dû pourtant se dissoudre. Il avait été particulièrement contesté par des forces sociales conservatrices à l'occasion du procès intenté en 1909 par Marie-Jeanne Bassot à l'encontre de ses parents qui l'avaient fait enlever et interné dans un hôpital psychiatrique en Suisse parce qu'ils refusaient son engagement de résidente dans les Maisons sociales.

1910 Quatre anciennes résidentes reconstituent de nouvelles Maisons sociales dans les quartiers populaires où elles avaient débuté. En particulier, dès 1910, Marie-Jeanne Bassot, avec le concours de Mathilde Girault, revient à Levallois-Perret et y développe une action sociale, sanitaire et éducative à laquelle coopèrent des « auxiliaires » et les habitants. Elle institue ainsi une **Résidence sociale** qui, par ses méthodes d'action, par l'adhésion des habitants, par la diversification de ses initiatives, par les filiales qu'elle constitue, devient une référence majeure pour l'action sociale en France et dans les pays anglo-saxons.

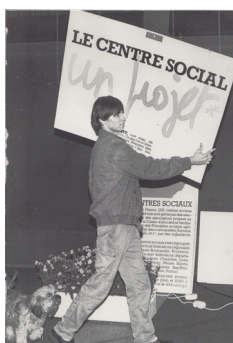


1922-1932 En 1922, Marie-Jeanne Bassot constitue, avec Apolline de Gourlet, la **Fédération des centres sociaux de France (FCSF)**, en groupant des oeuvres pratiquant une action sociale de type résidentiel. La jeune Fédération peut ainsi se joindre au premier congrès international des « settlements » qui a lieu, la même année, à Londres. En 1927, la FCSF s'organise davantage pour aider les centres sociaux qu'elle fédère et pour susciter la création de nouveaux centres : promotion du modèle d'action sociale résidentielle, globale et familiale. recherche de financements privés... En 1932, 61 centres sociaux, urbains et ruraux, sont fédérés.

1946-1970 Après la seconde guerre mondiale, la généralisation d'une politique familiale, menée notamment par les **Caisses d'allocations familiales** et les **Caisses de la mutualité sociale agricole** amène la création de nombreux centres, en ville et dans les campagnes, afin de rendre accessibles aux familles les services médico-sociaux et sociaux institués. En parallèle, la FCSF s'efforce de prolonger l'esprit premier des centres sociaux et l'exprime, en **1952**, dans un rapport, co-rédigé avec le Ministère de la Santé publique et de la Population et réalisé à la demande du Conseil économique et social des Nations Unies. Dans les années **1960**, la politique intensive d'**urbanisations nouvelles** orchestrée par l'Etat et le développement conjoint de **mouvements militants résidentiels** favorisent l'émergence de nombreux centres sociaux dans ces nouveaux ensembles urbains. Des problématiques communes, telles celles du financement, de la professionnalisation des activités et de la place des usagers incitent les centres sociaux à se grouper en fédérations départementales ou régionales.



1971-1980 La fonction d'**animation sociale locale et globale** du centre social, de plus en plus pratiquée par les centres sociaux, se voit confortée en 1971 par la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF) qui crée, pour cette fonction, un agrément du centre social, en lui associant un financement appelé « prestation de service ». En **1984**, cet **agrément** est décentralisé : chaque Caisse d'allocations familiales locale a désormais compétence pour l'attribuer au centre social, au vu d'un **projet social** élaboré pour quatre ans. Dans les mêmes années, la Fédération entreprend de **réguler politiquement la professionnalisation des acteurs des centres sociaux**. Elle ouvre, en **1970**, ses instances délibératives fédérales aux usagers et aux salariés en sus des gestionnaires, en instituant dans ses statuts trois collèges représentatifs. Elle suscite aussi en **1971** la création d'un syndicat employeur, le SNAECSO et appuie l'instauration, en **1983**, d'une convention collective spécifique aux Centres sociaux.



1980-2000 Dans les deux décennies 80 et 90, les **difficultés économiques et sociales vécues** de plus en plus par les populations des zones urbaines ou rurales où sont implantés les centres sociaux, amènent les centres à les prendre davantage en compte dans des perspectives de **développement social local**, en articulant leurs projets avec les nouvelles politiques, spécifiques ou de droit commun, engagées alors par les pouvoirs publics (Politique de la Ville, RMI/RSA, soutien à la parentalité, aux travailleurs immigrés...). Leur dimension d'éducation populaire s'ouvre également à celle de l'économie sociale.



2000-2013 En l'an 2000, les centres adoptent, à Angers, la **Charte des centres sociaux et socioculturels** qui énonce leurs valeurs de référence (Dignité, Solidarité, Démocratie) et leurs manières d'agir. Ils acquièrent ainsi une nouvelle capacité à structurer leur action émancipatrice en lien avec les populations et les pouvoirs publics, ce qui les conduit en 2013, en congrès à Lyon, à affirmer leur priorité : permettre le développement du **pouvoir d'agir des habitants**.

